

Arrêté n° PCICP2024324-0002

Arrêté portant prescriptions complémentaires relatives à la recherche de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux de la société SAICA PAPER FRANCE située sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE

—
Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 512-20, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° BENV2017136-001 du 16 mai 2017 portant autorisation d'exploiter une unité de production de papier pour ondulé, sise Zone industrielle Les Guignons – 3 cours Baron Thénard – 10400 NOGENT-SUR-SEINE, par la société EMYN LEIDIER ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2018275-003 du 2 octobre 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le récépissé de changement d'exploitant transmettant l'intégralité des droits attachés à l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 à la société SAICA PAPER EL ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale de SAICA PAPER EL vers SAICA PAPER FRANCE en date du 20 avril 2022 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 2 août 2024 établis à la suite de la visite d'inspection du 2 août 2024 sur site ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception le 20 août 2024, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques ;

VU les observations de la société formulées le 4 octobre 2024 dans le cadre d'une réunion avec les représentants du textile sur la thématique PFAS ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 2 août 2024 ainsi que l'instruction des résultats des mesures effectuées par l'exploitant en réponse à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, a permis de constater la présence d'AOF et de PFAS à une concentration supérieure aux limites de quantification ;

CONSIDÉRANT que la société SAICA PAPER FRANCE est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation, à exploiter une papeterie qui assure, exclusivement à partir de papiers à recycler, la production de papier pour la fabrication de carton ondulé, sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE ;

CONSIDÉRANT que les PFAS sont des substances chimiques extrêmement persistantes dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces substances sont utilisées depuis les années 1950 en raison de leurs nombreuses propriétés (antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs) ;

CONSIDÉRANT que les sources d'émissions de ces substances dans l'environnement sont potentiellement nombreuses : industries mais également stations d'épuration des eaux usées des collectivités (en raison des produits utilisés par le grand public), aéroport (en raison de l'usage des mousses incendie), zones de formation du SDIS ;

CONSIDÉRANT que l'établissement présente dans son rejet aqueux, après traitement, un flux maximum d'AOF de 14,79 g/j ;

CONSIDÉRANT que la présence d'AOF et de PFAS peut être apportée par l'eau, une matière première et/ou un des produits utilisés dans le process de fabrication et qu'il convient de mener des actions pour déterminer les origines possibles de la présence de ces PFAS et AOF dans le rejet aqueux ;

CONSIDÉRANT que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose :

« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

CONSIDÉRANT qu'il est d'ores et déjà nécessaire d'engager des mesures visant à gérer et limiter ces émissions de polluants dans l'environnement par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement de la société SAICA PAPER FRANCE, dont le siège social est situé rue de la vallée - 02200 VENIZEL, autorisée à exploiter ses installations implantées 3, cours Baron Thénard sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE.

Article 2 : Plan d'actions

La société SAICA PAPER FRANCE met en œuvre les mesures suivantes et selon les délais mentionnés ci-après :

- Réalise un réexamen des produits utilisés sur site, notamment les produits de maintenance (graisse, lubrifiant...) sous 3 mois, afin d'identifier la présence éventuelle de substances PFAS et ou AOF ;
- L'exploitant étudie l'ensemble de son process afin de déterminer, identifier l'origine et la source d'émission des PFAS et/ou AOF dans son rejet. Cette étude lui permet de définir et de mettre en place les actions soutenables sur un plan technico-économique, visant à limiter, voire supprimer la présence de ces substances dans son rejet. Le délai de mise en œuvre de ces actions ne dépasse pas 5 mois à compter de la notification du présent arrêté. A défaut, l'exploitant présente un plan d'action des mesures retenues et un échéancier de mise en œuvre à l'inspection des installations classées.
- Vérifie trimestriellement l'évolution des émissions de PFAS et AOF dans son rejet selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, pendant deux ans minimum.

Article 3 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la société SAICA PAPER FRANCE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché par la maire de NOGENT-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le **19 NOV. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.